



**Le SDF (Social democratic front) s'est clairement montré favorable à la conférence anglophone convoquée par le cardinal Christian Tumi en vue de trouver les solutions à la crise qui, depuis près de deux ans fragilise les régions du Sud-ouest et du Nord-Ouest**

Ni John Fru Ndi et ses camarades se sont réunis à son domicile de Ntarikon le samedi 28 juillet, ceci dans le cadre de la session extraordinaire du National executive comitee (NEC) du SDF

Parmi les thématiques inscrites à l'ordre du jour, figurait la présidentielle du 07 octobre prochain, mais surtout la crise anglophone et la « Anglophone General Conference » instituée par certains religieux qui se tiendra du mercredi 29 au jeudi 30 août 2018 à Buea

A cet effet, le parti de la balance s'est montré très favorable à l'initiative de ces hommes des Dieu

« Le SDF prendra part à cette conférence si les organisateurs estiment que la contribution de ce parti peut servir à quelque chose. Le SDF est disposé à apporter sa contribution lors de cette rencontre », a indiqué Etienne Sonkeng ancien sénateur et trésorier national du SDF

Les leaders religieux conduits par le Cardinal Christian Tumi ont décidé de mener une médiation dans la crise qui sévit dans les deux régions anglophones du Cameroun

Ces hommes de Dieu dans une déclaration commune ont invité le gouvernement et les «indépendantistes » à ouvrir un « dialogue franc, inclusif et complet » pour mettre fin à la crise, en se disant « prêts à servir de facilitateurs entre le gouvernement camerounais et les sécessionnistes »

Le gouvernement a pour sa part indiqué par la voix de son porte parole, être prêt à accepter toute « initiative d'où qu'elle vienne pourvu qu'elle contribue à consolider la paix sur l'ensemble du territoire »

Mais en se montrant surtout très opposé aux préalables posés par le cardinal Tumi. « on ne peut pas également non plus demander à un Etat de droit, comme le nôtre de libérer ceux qui ont tué, massacré et qui se trouvent aujourd'hui arrêtés et qui quoi qu'il arrive, parce que nous sommes dans un Etat de droit, seront donc traduits devant les tribunaux pour répondre de leurs forfaits », a rapporté à la télévision national le ministre Issa Tchiroma Bakary